

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 1700

[Mac — 27364]

**5 MAI 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 91/676/CEE du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 40, 41, 42 et 46;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, notamment les articles 8 et 9, modifiés par le décret du 23 décembre 1993;

Vu l'avis de la Commission des eaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° "Administration" : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 2° "Ministre" : le Ministre de la Région wallonne ayant la politique de l'eau dans ses attributions;
- 3° "eaux douces" : les eaux qui se présentent à l'état naturel avec une faible teneur en sels et généralement considérées comme pouvant être captées et traitées en vue de la production d'eau potable;
- 4° "composé azoté" : toute substance contenant de l'azote à l'exception de l'azote moléculaire gazeux;
- 5° "animaux" : tous les animaux élevés à des fins d'exploitation ou à des fins lucratives;
- 6° "fertilisant" : toute substance contenant un ou des composés azotés épandue sur les sols afin d'améliorer la croissance de la végétation, y compris les effluents d'élevage, les résidus des élevages piscicoles, les gadoues de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues et les boues d'épuration;
- 7° "engrais chimiques" : tout fertilisant fabriqué selon un procédé industriel;
- 8° "effluent d'élevage" : le fumier, le lisier et le purin :
 - a) fumier : le mélange de litière, d'urine et d'excréments d'animaux;
 - b) lisier : les excréments et urines purs;
 - c) purin : les urines seules diluées ou non ou les jus éventuels s'écoulant des fumiers;
- 9° "eutrophisation" : l'enrichissement de l'eau en composés azotés, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui perturbe l'équilibre des organismes présents dans l'eau et entraîne une dégradation de la qualité de l'eau en question;
- 10° "pollution" : le rejet de composés azotés de sources agricoles dans le milieu aquatique, directement ou indirectement, ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux.

Art. 2. Le présent arrêté vise à :

- 1° réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles;
- 2° prévenir toute nouvelle pollution de ce type.

CHAPITRE II. — Zones vulnérables

Art. 3. Pour protéger les eaux contre la pollution par les nitrates, le Ministre désigne sur le territoire de la Région wallonne, des zones vulnérables, établies en application de l'article 4.

La liste des zones vulnérables est revue et au besoin révisée ou complétée au moins tous les quatre ans en fonction des changements et des facteurs imprévisibles au moment de la désignation précédente.

Art. 4. Les zones vulnérables pour protéger les eaux contre la pollution par les nitrates sont déterminées en respectant les critères suivants :

- 1° pour les eaux douces de surface considérées, ce sont les zones du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux de surface qui contiennent ou risquent de contenir si les mesures prévues aux articles 6 et 7 ne sont pas prises, une concentration en nitrates supérieure à 50 milligrammes par litre;
- 2° pour les eaux souterraines considérées, ce sont les zones du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux souterraines qui contiennent ou risquent de contenir si les mesures prévues aux articles 6 et 7 ne sont pas prises, une concentration en nitrates supérieure à 50 milligrammes par litre;
- 3° pour les lacs naturels d'eau douce et les autres masses d'eau douce considérées, ce sont les zones du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces lacs naturels et autres masses d'eau douce qui ont subi ou qui risquent de subir dans un avenir proche une eutrophisation si les mesures prévues aux articles 6 et 7 ne sont pas prises.

Dans l'application des critères visés à l'alinéa 1er, il est tenu compte des éléments suivants :

- 1° des caractéristiques physiques et environnementales des eaux et des terres;
- 2° des connaissances actuelles concernant le comportement des composés azotés dans l'environnement (eaux et sols);
- 3° des connaissances actuelles concernant l'incidence des mesures prises conformément aux articles 6 et 7.

CHAPITRE III. — Code de bonne pratique agricole

Art. 5. § 1er. Le Code de bonne pratique agricole figurant à l'annexe I s'applique à la protection de toutes les eaux souterraines et de toutes les eaux de surface situées en Région wallonne.

En vue de promouvoir l'application de ce Code, le Ministre organise un programme d'information et adresse à chaque agriculteur une brochure didactique explicative dudit Code en l'invitant à le mettre en œuvre volontairement.

§ 2. Le Code n'acquiert force obligatoire que dès qu'il fait partie d'un programme d'action visé à l'article 6.

CHAPITRE IV. — Programmes d'action

Art. 6. Au plus tard le 19 décembre 1995, le Ministre établit des programmes d'action, applicables aux zones vulnérables, qui ont force obligatoire.

Par dérogation à l'article 5, § 2, les mesures contenues dans le Code de bonne pratique agricole ne font pas partie des programmes d'action lorsqu'elles sont remplacées par les mesures visées à l'article 7.

Dans l'année qui suit la désignation de nouvelles zones vulnérables en application de l'article 3, alinéa 2, le Ministre établit les programmes d'action applicables à ces nouvelles zones.

Les programmes d'action tiennent compte :

- 1° des données scientifiques et techniques disponibles concernant essentiellement les quantités respectives d'azote d'origine agricole ou provenant d'autres sources;
- 2° des conditions de l'environnement dans la région concernée.

Les programmes d'action sont mis en œuvre dans un délai de quatre ans à dater de leur établissement.

Les programmes d'action sont réexaminés tous les quatre ans et, le cas échéant, révisés par le Ministre en fonction des résultats obtenus.

Art. 7. Les programmes d'action reprennent notamment les dispositions figurant dans le Code de bonne pratique agricole visé à l'article 5 et comportent notamment des règles concernant :

- 1° les périodes durant lesquelles l'épandage de certains types de fertilisants est interdit;
- 2° la capacité des cuves destinées au stockage des effluents d'élevage; celles-ci doivent dépasser la capacité nécessaire au stockage durant la plus longue des périodes d'interdiction d'épandage dans la zone vulnérable, sauf s'il peut être démontré que le volume d'effluents d'élevage qui dépasse la capacité de stockage réelle sera évacuée d'une manière inoffensive pour l'environnement;

3° la limitation de l'épandage des fertilisants, conformément au Code de bonne pratique agricole et compte tenu des caractéristiques de la zone vulnérable concernée, notamment :

- a) de l'état des sols, de leur composition et de leur pente;
 - b) des conditions climatiques, des précipitations et de l'irrigation;
 - c) de l'utilisation de sols et des pratiques agricoles, notamment des systèmes de rotation des cultures;
- et fondée sur un équilibre entre :

1) les besoins prévisibles en azote des cultures,

et

2) l'azote apporté aux cultures par le sol et les fertilisants correspondant à :

— la quantité d'azote présente dans le sol au moment où les cultures commencent à utiliser dans des proportions importantes (quantités restant à la fin de l'hiver);

— l'apport d'azote par la minéralisation nette des réserves d'azote organique dans le sol;

— les apports de composés azotés provenant des effluents d'élevage;

— les apports de composés azotés provenant des engrais chimiques et autres composés.

Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépassent pas une quantité correspondant à 170 kilogrammes d'azote par hectare. Toutefois, pour le premier programme d'action quadriennal, une quantité d'effluents contenant jusqu'à 210 kilogrammes d'azote peut être acceptée.

Par dérogation à l'alinéa 2, pendant le premier programme d'action quadriennal et à l'issue de ce programme, le Ministre peut fixer des quantités différentes de celles indiquées à l'alinéa 2. Ces quantités doivent être déterminées de sorte que ne soit pas compromis la réalisation des objectifs visés à l'article 2 et doivent se justifier par des critères objectifs, tels que :

1° des périodes de végétation longues;

2° des cultures à forte absorption d'azote;

3° des précipitations nettes élevées dans la zone vulnérable;

4° des sols présentant une capacité de dénitrification exceptionnellement élevée.

Les quantités visées aux alinéas 1° 2 et 3 peuvent être calculées en fonction du nombre d'animaux suivant le tableau de correspondance repris en annexe II du présent arrêté.

S'il s'avère dès le début ou à la lumière de l'expérience acquise lors de la mise en œuvre du programme d'action, que les mesures qu'il contient ne suffisent pas à atteindre les objectifs visés à l'article 2, le Ministre prend toutes les mesures ou actions renforcées qu'il estime nécessaires. Dans le choix de ces mesures ou actions, il est tenu compte de leur efficacité et de leur coût, par rapport à d'autres mesures préventives envisageables.

CHAPITRE V. — *Surveillance*

Art. 8. Afin de désigner les zones vulnérables, d'en réviser la liste établie et d'évaluer l'efficacité des programmes d'action, une surveillance générale de la teneur en nitrates dans les eaux est organisée par l'Administration de la façon suivante :

1° l'Administration établit un réseau de surveillance des nitrates dans les eaux douces de surface et les eaux souterraines qu'elle complète par les renseignements fournis par les producteurs d'eau;

2° les exploitants de prises d'eau souterraine potabilisable effectuent à la fréquence prévue au tableau repris en annexe III, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrites et nitrates (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre). Ils fournissent les résultats des analyses à l'Administration au moins tous les quadrimestres;

3° les exploitants de prises d'eau de surface potabilisable effectuent à la fréquence prévue en annexe III, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute aux points de prélèvement et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrites et nitrates (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre). Ils fournissent les résultats des analyses à l'Administration au moins tous les quadrimestres.

Art. 9. Les composés azotés dans les engrais chimiques sont mesurés selon la méthode décrite dans la Directive 77/535/CEE concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux méthodes d'échantillonnage et d'analyse des engrais, telle que modifiée par la Directive 89/519/CEE.

Les concentrations de nitrates dans les eaux douces sont mesurées par spectrophotométrie d'absorption moléculaire ou par toute autre méthode de mesure acceptée par l'Administration et permettant d'obtenir des résultats comparables.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 11. Le Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 5 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe I

CODE DE BONNE PRATIQUE AGRICOLE

1. Introduction.

Une des mesures imposées aux Etats membres de la CEE par la Directive 91/676/CEE du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, est l'établissement d'un "Code de bonne pratique agricole". Son application sera rendue obligatoire dans les "zones vulnérables" pour lesquelles des programmes d'action doivent être mis en œuvre au plus tard le 19 décembre 1995.

Ce Code contient diverses consignes réglant les modalités d'épandage des fertilisants, leur stockage et leur dosage conduisant ainsi à réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Il complète les réglementations existantes dans le domaine et notamment l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991, relatif aux règles d'épandage des effluents d'élevage.

2. Règles à suivre.

2.1. Condition d'épandage sur sols couverts de neige.

* L'épandage de fertilisants est interdit sur sol enneigé.

2.2. Mesures en vue d'empêcher la pollution des eaux lors du stockage des effluents d'élevage et des matières végétales.

* Le stockage du fumier à la ferme s'effectue sur une aire étanche avec récolte des jus d'écoulement.

* Le stockage du fumier aux champs se pratique en veillant à assurer l'absence ou la récolte des jus d'écoulement.

* Le stockage des matières végétales qui se pratique par ensilage, s'effectue avec suffisamment de matière sèche pour éviter toute production de jus.

Toutes les précautions sont prises pour recueillir les jus éventuels.

* Les lisiers, purins et jus d'écoulement sont stockés dans des cuves étanches dépourvues de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas de rejet.

* La capacité des cuves étanches est au minimum de quatre mois de stockage pour les effluents liquides.

Cette capacité minimale est tirée des données reprises dans le tableau suivant :

Volume moyen de production d'effluents liquides par période de quatre mois

Catégorie	CaiHebotis et grillés Lisier	Stabulation entravée Purin	Stabulation libre semi paillée Lisier
	m3/par animal/4 mois		
Vaches laitières	6,0	1,2	3,5
Vaches all. (PM 650 kg)	5,0	1,0	2,9
Vaches réforme	5,0	1,0	2,9
Bov. 1 an (PM 125 kg)	1,2	0,25	0,7
Bov. 1-2 ans (PM 325 kg)	3,0	0,6	1,8
Bovins + 2 ans	5,0	1,0	2,9
Taurillons 6-12 mois	2,4	0,5	1,5
Taurillons + 1 an (PM 500 kg)	4,8	1,0	2,8
	CaiHebotis	Paillées avec récolte urine	
Porcs à l'engrais	0,5	0,2	
Truies en production	2,1	0,7	
	m3/par 1 000 animaux/4 mois		
Poules pondeuses	20 — 25		
Poules et poulettes	20 — 25		
Oies, dindons	30		
Pintades, canards	20 — 25		

2.3. Les modes d'épandage des fertilisants : niveau et uniformité.

2.3.1. Le niveau.

* Les épandages de fertilisants ne sont autorisés que pour couvrir les besoins physiologiques des végétaux.

A cette fin, il y a lieu de respecter les besoins de chaque culture suivant les indications reprises dans les tableaux ci-après :

Fumure azotée maximale sur le champ suivant le type de culture
Sans apport d'effluents d'élevage ou d'azote sous forme organique

Cultures	Azote sous forme minérale (kg par ha/an)
Betterave	180
Maïs	180
Colza	225
Pomme de terre	225
Froment d'hiver	170
Céréales de printemps	100
Escourgeon	170
Chicorée	30
Lin	60
Haricot	50
Pois	30
Jachère spontanée	0

Avec apport d'effluents d'élevage

Cultures	Azote sous forme organique (kg par ha/an)	Azote sous forme minérale (kg par ha/an)
Betterave	210	120
Maïs	210	120
Colza	185	145
Pomme de terre	185	145
Froment d'hiver		150
Céréales de printemps		80
Escourgeon		160

Cultures	Azote sous forme organique (kg par ha/an)	Azote sous forme minérale (kg par ha/an)
Chicorée		0
Lin		50
Haricot		40
Pois		0
Jachère spontanée		0

Lorsqu'il y a production de fumier, on peut considérer comme normal un apport annuel de 12 à 13 t par ha et par an. Cet apport est généralement réalisé en une fois à la tête de rotation, soit au total plus ou moins 40 t pour une rotation de trois ans, ce qui correspond, avec le fumier, à un apport moyen de 200-210 kg/ha/3 ans d'azote organique.

La même quantité d'azote peut aussi être obtenue avec 45 t de lisier de bovin, 35 t de lisier de porc ou bien encore 22 t de lisier de volaille.

Fumure azotée maximale sur prairies fauchées ou pâturées.

En prairie, l'apport d'effluent d'élevage équivalant à 200 kg/ha d'azote est suivi de plusieurs applications échelonnées dans le temps de 40 à 50 kg/ha d'engrais minéraux, sans toutefois dépasser le total de 350 kg/ha/an.

2.3.2. L'uniformité de répartition.

* De par sa construction, son réglage et son état, le matériel d'épandage doit permettre d'assurer une régularité de répartition des fertilisants.

Le matériel d'épandage adéquat est utilisé en bon état de marche et seulement pour les quantités et les largeurs d'épandage permises par le constructeur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe II

TABLEAU DE CORRESPONDANCE DE LA PRODUCTION AZOTÉE
DANS LES EFFLUENTS D'ÉLEVAGE PAR CATÉGORIE D'ANIMAUX

Catégories d'animaux	(kg N/tête/an)
Bovins	
Vaches laitières	99,00
Vaches allaitantes	73,00
Vaches de réforme	73,00
Bovins (0 à 1 an)	14,00
Bovins (1 à 2 ans)	37,00
Bovins de plus de 2 ans	73,00
Taurillons (6 à 12 mois)	28,00
Taurillons (1 an et plus)	56,00
Porcins	
Porcs à l'engrais	11,60
Truies en production	32,40
Volailles	
Poules pondeuses	0,56
Poules et poulettes	0,24
Poulets de chair	0,43
Coqs de reproduction	0,43
Canards, oies, dindons	0,81
Pintades	-0,51
Ovins et caprins	
Moins de 1 an	13,20
Plus de 1 an	26,40

Catégories d'animaux	(kg N/ête.an)
Lapins	
Lapines mères	3,60
Equins	63,00

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

Annexe III

TABLEAU DE LA FREQUENCE DES ANALYSES DES NITRATES, NITRITES ET AZOTE AMMONIACAL AUX POINTS DES PRELEVEMENTS REPRIS DANS LE RESEAU DE SURVEILLANCE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 8, 2° ET 3°

Volume d'eau produit en milliers de m ³ /jour	Nombre de prélèvements/an
inférieur à 1	3
1 à 2	3
2 à 10	6
10 à 20	12
20 à 30	18
30 à 60	36
60 à 100	60
supérieur à 100	120

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates de sources agricoles.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 1700

[Mac — 27364]

5. MAI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 91/676/EWG vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

Aufgrund des Dekretes vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers vor Verunreinigung, insbesondere der Artikel 40 41 42 und 46;

Aufgrund des Dekretes vom 30. April 1990 über den Schutz von Grundwasser und aufbereitem Wasser, insbesondere der Artikel 8 und 9, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993;

Aufgrund des Gutachtens der Wasserkommission;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft der Wallonischen Region,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° "Verwaltung": die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

2° "Minister": der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

3° "Süßwasser": natürlich vorkommendes Wasser mit geringer Salzkonzentration, das häufig zur Gewinnung und Aufbereitung von Trinkwasser geeignet erscheint;

4° "Stickstoffverbindung": jeder stickstoffhaltige Stoff, ausgenommen gasförmiger Molekularstickstoff;

5° "Tiere": alle Tiere, die zu Nutzzwecken oder zu gewerblichen Zwecken gehalten werden;

6° "Düngemittel": jeder Stoff, der eine oder mehrere Stickstoffverbindungen enthält und auf den Boden zur Förderung des Pflanzenwachstums ausgebracht wird; hierunter können auch Dung, Abfälle aus Fischzuchtanlagen, Fäkalien aus Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen und Klärschlamm fallen;

7° "Kunstdünger": alle industriell hergestellten Düngemittel;

8° "Dung": Mist, Gülle und Jauche:

a) Mist: Gemisch aus Einstreu, Harnstoff und tierischen Ausscheidungen.

b) Gülle: einstreufreies Gemisch aus tierischen Ausscheidungen und Harnstoff.

c) Jauche: Harnstoff allein oder die Flüssigkeit, die ggf. aus dem Mist abläuft.

9° "Eutrophierung": Anreicherung des Wassers mit Stickstoffverbindungen, die zu einem vermehrten Wachstum von Algen und höheren Formen pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität des betroffenen Gewässers führt;

10° "Verunreinigung": direkte oder indirekte Ableitung von Stickstoffverbindungen aus landwirtschaftlichen Quellen in Gewässer, die zu einer Gefährdung der menschlichen Gesundheit, einer Schädigung der lebenden Bestände und des Ökosystems der Gewässer, einer Beeinträchtigung der Erholungsmöglichkeiten oder einer Behinderung der sonstigen rechtmäßigen Nutzung der Gewässer führt.

Art. 2. Der vorliegende Erlass hat zum Ziel:

1° die durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen verursachte oder ausgelöste Gewässerverunreinigung zu verringern;

2° weiterer Gewässerverunreinigung dieser Art vorzubeugen.

KAPITEL II. — *Gefährdete Gebiete*

Art. 3. Um den Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat zu gewährleisten, weist der Minister auf dem Gebiet der Wallonischen Region die in Anwendung von Artikel 4 bestimmten, gefährdeten Gebiete aus.

Das Verzeichnis der gefährdeten Gebiete wird mindestens alle vier Jahre geprüft und gegebenenfalls abgeändert oder ergänzt, um Veränderungen und zum Zeitpunkt der vorherigen Ausweisung unvorhersehbare Faktoren zu berücksichtigen.

Art. 4. Die gefährdeten Gebiete werden zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat unter Berücksichtigung folgender Kriterien bestimmt:

1° für das in Betracht gezogene Oberflächen-süßwasser handelt es sich um die Zonen des Gebietes, die eine Verunreinigung verursachen oder zu dieser Verunreinigung beitragen, wenn der Nitratgehalt der betroffenen Gewässer über 50 mg/L liegt oder zu liegen droht, wenn die in den Artikeln 6 und 7 vorgesehenen Maßnahmen nicht getroffen werden;

2° für das in Betracht gezogene Grundwasser handelt es sich um die Zonen des Gebietes, die eine Verunreinigung verursachen oder zu dieser Verunreinigung beitragen, wenn der Nitratgehalt des betroffenen Grundwassers über 50 mg/L liegt oder zu liegen droht, wenn die in den Artikeln 6 und 7 vorgesehenen Maßnahmen nicht getroffen werden;

3° für die in Betracht gezogenen natürlichen Binnenseen oder sonstigen Binnensüßgewässer handelt es sich um die Zonen des Gebietes, die eine Verunreinigung verursachen oder zu dieser Verunreinigung beitragen, wenn in diesen Binnenseen oder anderen Binnengewässern eine Eutrophierung festgestellt wurde oder in naher Zukunft zu befürchten ist, wenn die in den Artikeln 6 und 7 vorgesehenen Maßnahmen nicht getroffen werden.

Bei Anwendung der in Absatz 1 genannten Kriterien werden ferner berücksichtigt:

1° die physikalischen und ökologischen Eigenarten von Boden und Gewässern;

2° der Stand der Erkenntnisse über das Verhalten von Stickstoffverbindungen in der Umwelt (Boden und Gewässer);

3° der Stand der Erkenntnisse über die Auswirkungen der Maßnahmen im Sinne der Artikel 6 und 7.

KAPITEL III. — *Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft*

Art. 5. § 1. Die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft bilden den Anhang I und finden Anwendung auf den Schutz des Grundwassers und des Oberflächenwassers in der Wallonischen Region.

Zur Förderung der Anwendung dieser Regeln organisiert der Minister ein Informationsprogramm und übermittelt jedem Landwirt eine Schulungs- und Informationsbrochüre, in der er aufgefordert wird, die genannten Regeln auf freiwilliger Basis zu befolgen.

§ 2. Diese Regeln sind erst nach ihrer Aufnahme in ein in Artikel 6 genanntes Aktionsprogramm bindend.

KAPITEL IV. — *Aktionsprogramme*

Art. 6. Spätestens am 19. Dezember 1995 arbeitet der Minister auf die gefährdeten Gebiete anwendbare und bindende Aktionsprogramme aus.

In Abweichung von Artikel 5 § 2 sind die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft nicht in die Aktionsprogramme aufzunehmen, wenn sie durch die in Artikel 7 genannten Maßnahmen ersetzt werden.

Im Laufe des Jahres nach der Ausweisung neuer gefährdeter Gebiete in Ausführung von Artikel 3 Absatz 2 arbeitet der Minister neue, auf diese neuen Gebiete anwendbare Aktionsprogramme, aus.

In den Aktionsprogrammen werden berücksichtigt:

1° die verfügbaren wissenschaftlichen und technischen Daten, insbesondere über die jeweiligen Stickstoffeinträge aus landwirtschaftlichen oder anderen Quellen;

2° die Umweltbedingungen in dem betroffenen Gebiet.

Die Aktionsprogramme werden innerhalb von vier Jahren nach ihrer Ausarbeitung durchgeführt.

Die Aktionsprogramme werden alle vier Jahre geprüft und gegebenenfalls durch den Minister unter Berücksichtigung der bisher erzielten Ergebnisse abgeändert.

Art. 7. Die Aktionsprogramme enthalten unter anderem die Bestimmungen der in Artikel 5 genannten Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft sowie Vorschriften betreffend:

1° die Zeiträume, in denen das Ausbringen bestimmter Arten von Düngemitteln verboten ist;

2° das Fassungsvermögen von Behältern zur Lagerung von Dung; dieses muß größer sein als die erforderliche Kapazität für die Lagerung von Dung während des längsten Zeitraums, in dem das Ausbringen von Dung auf landwirtschaftlichen Flächen in den gefährdeten Gebieten verboten ist, es sei denn, der zuständigen Behörde gegenüber kann nachgewiesen werden, daß die das gegebene Fassungsvermögen übersteigende Menge umweltgerecht entsorgt wird;

3° der Begrenzung des Ausbringens von Düngemitteln auf landwirtschaftliche Flächen entsprechend den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft unter Berücksichtigung der besonderen Merkmale des betroffenen gefährdeten Gebietes, insbesondere von:

a) Bodenbeschaffenheit, Bodenart und Bodenneigung;

b) klimatischen Verhältnissen, Niederschlägen und Bewässerung;

c) Bodennutzung und Bewirtschaftungspraxis, einschließlich Fruchtfolgen;

und ausgerichtet auf ein Gleichgewicht zwischen:

1) dem voraussichtlichen Stickstoffbedarf der Pflanzen,

und

2) der Stickstoffversorgung der Pflanzen aus dem Boden und aus der Düngung und zwar aus:

— der im Boden vorhandenen Stickstoffmenge zu dem Zeitpunkt, zu dem die Pflanzen beginnen, den Stickstoff in bedeutendem Umfang aufzunehmen (Reste am Ende des Winters);

— der Stickstoffnachlieferung aus der Nettomineralisation der organisch gebundenen Stickstoffvorräte im Boden;

— den Einträgen von Stickstoffverbindungen aus Dung;

— den Einträgen von Stickstoffverbindungen aus Kunstdünger und anderen Düngemitteln.

Mit diesen Maßnahmen wird sichergestellt, daß bei jedem Ackerbau- oder Tierhaltungsbetrieb die auf den Boden ausgebrachte Düngemenge, einschließlich des von den Tieren selbst ausgebrachten Dungs, 170 Kg Stickstoff pro Jahr und Hektar nicht überschreitet. Für das erste Vierjahresprogramm kann jedoch eine Düngemenge zugelassen werden, die bis zu 210 Kg Stickstoff enthält.

In Abweichung von Absatz 2 ist der Minister während und nach dem ersten Vierjahresprogramm berechtigt, andere als die in Absatz 2 genannten Mengen zuzulassen. Diese Mengen sind so festzulegen, daß sie das Erreichen der in Artikel 2 genannten Zielsetzungen nicht beeinträchtigen; sie sind anhand objektiver Kriterien zu begründen, wie z.B.:

1° lange Wachstumsphasen;

2° Pflanzen mit hoher Stickstoffaufnahme;

3° hoher Nettoniederschlag in dem gefährdeten Gebiet;

4° Böden mit einem außergewöhnlich hohen Denitrifikationsvermögen.

Die in Absatz 1 2 und 3 genannten Mengen können auf der Grundlage der Tierzahl anhand der beigegeführten Umrechnungstabelle, die den Anhang II des vorliegenden Erlasses bildet, berechnet werden.

Wenn von Anfang an oder anhand der bei der Durchführung des Aktionsprogramms gesammelten Erfahrungen deutlich wird, daß die Maßnahmen dieses Programms zur Verwirklichung der in Artikel 2 genannten Zielsetzungen nicht ausreichen, trifft der Minister alle zusätzlichen Maßnahmen oder verstärkten Aktionen, die er für erforderlich hält. Bei der Wahl dieser Maßnahmen oder Aktionen trägt er deren Wirksamkeit und den damit verbundenen Kosten im Vergleich zu anderen möglichen Vorbeugungsmaßnahmen Rechnung.

KAPITEL V. — Überwachung

Art. 8. Um die erste Ausweisung der gefährdeten Zonen, die Überprüfung des aufgestellten Verzeichnisses und die Beurteilung der Wirksamkeit der Aktionsprogramme zu ermöglichen, erläßt die Verwaltung folgende Maßnahmen zur allgemeinen Überwachung des Nitratgehaltes der Gewässer:

1° die Verwaltung schafft ein Netz zur Überwachung des Nitratgehaltes in dem Oberflächensüßwasser und dem Grundwasser. Die so erhaltenen Informationen werden durch Informationen der Wasseraufbereitenden Unternehmen vervollständigt;

2° die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitablem Grundwasser führen sooft, wie in der Tabelle, die den Anhang III des vorliegenden Dekrets bildet, vorgesehen, Analysen von repräsentativen Proben des Rohwassers durch, die folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit, Nitrat (Ergebnisse in Mg NH₄, Mg NO₂ und Mg NO₃ je Liter). Sie übermitteln der Verwaltung die Ergebnisse der Analysen mindestens einmal alle vier Monate;

3° die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitablem Oberflächenwasser führen sooft, wie im Anhang III des vorliegenden Dekrets vorgesehen, Analysen von repräsentativen Proben des Rohwassers durch, die an den Meßstellen entnommen werden, und folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit, Nitrat (Ergebnisse in Mg NH₄, Mg NO₂ und Mg NO₃ je Liter). Sie übermitteln der Verwaltung die Ergebnisse der Analysen mindestens einmal alle vier Monate.

Art. 9. Die Stickstoffverbindungen in Kunstdüngemitteln werden nach der in der Richtlinie 77/535/EWG zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über Probenahme und Analysemethoden von Düngemitteln, abgeändert durch die Richtlinie 89/519/EWG, beschriebenen Methode gemessen.

Die Nitratkonzentration im Süßwasser wird durch das Verfahren der Spektrophotometrie der Molekularabsorption oder durch jegliche andere durch die Verwaltung genehmigte Methode, die zu vergleichbaren Ergebnissen führen kann, gemessen.

KAPITEL VI. — Abschließende Bestimmungen

Art. 10. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang I

REGELN DER GUTEN FACHLICHEN PRAXIS IN DER LANDWIRTSCHAFT

1. Einleitung.

Eine der Maßnahmen, die den Mitgliedstaaten der EWG (91/676/EWG - 12. Dezember 1991) durch die Richtlinie zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen, auferlegt wurde, ist die Einführung von "Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft". Ihre Anwendung wird bindend sein, in den "gefährdeten Gebieten", in denen spätestens am 19. Dezember 1995 Aktionsprogramme angewandt werden müssen.

Diese Regeln beinhalten verschiedene Vorschriften zur Art und Weise des Ausbringens von Düngemitteln, deren Lagerung und Dosierung, die zu einer Verringerung der Verunreinigung der Gewässer durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen führen sollen. Sie vervollständigen somit die auf dieser Ebene bereits bestehenden Bestimmungen, insbesondere den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1991 zur Regelung der Modalitäten für die Ausbringung von Dung.

2. Richtlinien.

2.1. Bedingungen für das Ausbringen auf schneebedecktem Boden.

* Das Ausbringen von Düngemitteln auf schneebedecktem Boden ist verboten.

2.2. Maßnahmen zur Verhinderung der Verunreinigung der Gewässer beim Lagern von Dung und Pflanzenmaterial.

* In einem landwirtschaftlichen Betrieb ist der Mist auf einer undurchlässigen Fläche zu lagern, wobei die Flüssigkeit, die eventuell aus dem Mist abläuft, aufzufangen ist.

* Wird der Mist auf dem Feld gelagert, ist darauf zu achten, daß keine Flüssigkeit aus dem Mist abläuft. Anderenfalls ist diese Flüssigkeit aufzufangen.

* Dem als Silo gelagerten pflanzlichen Material ist ausreichend Trockenmaterial beizumischen, damit keine Silagesickersäfte entstehen.

Alle möglichen Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, um austretende Flüssigkeiten aufzufangen.

* Gülle, Jauche und Sickerflüssigkeiten werden in dichten Behältern gelagert. An diesen Behältern darf kein Überlauf vorhanden sein, damit kein Abfließen in den Boden möglich ist.

* Das Fassungsvermögen dieser Behälter muß eine Lagerung flüssiger Tierhaltungsabfälle über einen Zeitraum von mindestens vier Monaten ermöglichen.

Diese Mindestkapazität ergibt sich aus den Angaben der nachstehenden Tabelle :

Durchschnittsvolumen der Produktion von flüssigen Tierhaltungsabfällen für einen Zeitraum von vier Monaten

Kategorie	Lattenrost und Gitter Gülle	Unfreie Stallhaltung Jauche	Freie Stallhaltung Gülle
	m ³ /pro Tier/4 Monate		
Milchkuh	6,0	1,2	3,5
Mutterkuh (Durchschnittsgewicht 650 kg)	5,0	1,0	2,9
Shlachtkuh	5,0	1,0	2,9
Rind 1 Jahr (Durchschnittsgewicht 125 Kg)	1,2	0,25	0,7
Rind 1-2 Jahre (Durchschnittsgewicht 325 Kg)	3,0	0,6	1,8
Rind + 2 Jahre	5,0	1,0	2,9
Jungstier 12 Monate	2,4	0,5	1,5
Jungstier + 1 Jahr (Durchschnittsgewicht 500 Kg)	4,8	1,0	2,8

	Lattenrost	Stroheinstreu mit Harauffang
Mastschwein	0,5	0,2
Zuchtsau	2,1	0,7

mg/pro 1 000 Tiere/4 Monate

Legehenne	20—25
Huhn und Junghenne	20—25
Gans, Pater	30
Perlhuhn, Ente	20—25

2.3. Verfahren für das Ausbringen von Düngemitteln: Häufigkeit und Gleichmäßigkeit.

2.3.1. Menge.

* Das Ausbringen von Kunstdüngemitteln ist nur erlaubt, um den physiologischen Bedarf der Pflanzen abzudecken.

Zu diesem Zweck ist der Bedarf jeder einzelnen Kultur unter Berücksichtigung der Hinweise der nachstehenden Tabellen zu beachten:

Maximale stickstoffhaltige Bodendüngung je nach Art der Kultur
Ohne Zufuhr von Dung oder organischem Stickstoff

Kulturen	Mineralstickstoff (Kg je Ha/Jahr)
Zuckerrübe	180
Mais	180
Raps	225
Kartoffel	225
Winterweizen	170
Frühjahrsgetreide	100
Wintergerste	170
Zichorie	30
Leinen	60
Bohnen	50
Erbsen	30
Wildes Brachland	0

Bei Zufuhr von Dung Kulturen	Organischer Stickstoff (Kg je Ha/Jahr)	Mineralstickstoff (Kg je Ha/Jahr)
Zuckerrübe	210	120
Mais	210	120
Raps	185	145
Kartoffel	185	145
Winterweizen		150
Frühjahrsgetreide		80
Wintergerste		160
Zichorie		0
Leinen		50
Bohnen		40
Erbsen		0
Wildes Brachland		0

Bei Produktion von Mist ist eine Jahresmenge von 12 bis 13 Tonnen je Hektar und Jahr als normal zu betrachten. Diese Zufuhr wird generell zu Beginn eines Fruchtwechsels durchgeführt. Die Zufuhr für einen gesamten Fruchtwechsel von drei Jahren entspricht daher etwa 40 Tonnen, woraus sich eine durchschnittliche Zufuhr von organischem Stickstoff von 200 bis 210 Kg/Ha/3 Jahre ergibt. Die gleiche Stickstoffmenge kann ebenfalls mit 45 Tonnen Rindergülle, 35 Tonnen Schweinegülle oder 22 Tonnen Geflügelgülle erreicht werden.

Maximale stickstoffhaltige Düngung auf Mäh- oder Weidewiesen.

Auf Wiesen folgt auf die Zufuhr von Dung, die 200 Kg/Ha Stickstoff entspricht, das mehrfache Ausbringen von je 40 bis 50 Kg/Ha Kunstdünger zu gewissen Zeitabständen. Die Gesamtmenge an Kunstdünger darf jedoch nicht über 350 Kg/Ha/Jahr übersteigen.

2.3.2. Die Gleichmäßigkeit des Ausbringens.

* Die Bauweise, die Einstellung und der Zustand des zum Ausbringen benutzten Geräts muß ein gleichmäßiges Ausbringen der Düngemittel gewährleisten.

Das geeignete zum Ausbringen benutzten Gerät ist in gutem Funktionszustand zu verwenden und nur für die vom Hersteller erlaubten Mengen und Breiten.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen als Anhang beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—
Anhang II

UMRECHNUNGSTABELLE DER STICKSTOFFPRODUKTION FÜR DUNG JE TIERKATEGORIE

Tierkategorie	(Kg pro Kopf und Jahr)
Rinder	
Milchkuh	99,00
Mutterkuh	73,00
Schlachtkuh	73,00
Rind (- 1 Jahre)	14,00
Rind (1-2 Jahre)	37,00
Rind (+ 2 Jahre)	73,00
Jungstier (6-12 Monate)	28,00
Jungstier (+ 1 Jahr)	56,00
Schweine	
Mastschwein	11,60
Zuchtsau	32,40
Geflügel	
Legehenne	0,56
Huhn und Junghenne	0,24
Masthähnchen	0,43
Zuchthahn	0,43
Ente, Gans, Pute	0,81
Perlhuhn	0,51
Schafe und Ziegen	
-1 Jahr	13,20
+ 1 Jahr	26,40
Kaninchen	
Muttertiere	3,60
Pferde	63,00

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen als Anhang beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang III

TABELLE DER HÄUFIGKEIT DER ANALYSEN VON NITRAT, NITRIT UND AMMONIUMSTICKSTOFF AN DEN ENTNAHMESTELLEN DES IN AUSFÜHRUNG VON ARTIKEL 8 2° UND 3° GESCHAFFENEN ÜBERWACHUNGSNETZES

Produziertes Wasservolumen in Tausend m ³ /Tag	Anzahl Entnahmen/Jahr
weniger als 1	3
1 bis 2	3
2 bis 10	6
10 bis 20	12
20 bis 30	18
30 bis 60	36
60 bis 100	60
mehr als 100	120

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen als Anhang beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 1700

[Mac — 27364]

5 MEI 1994. — Besluit van de Waalse Regering
tot bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen

De Waalse Regering.

Gelet op Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 40, 41, 42 en 46;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkbaar water verwerkbaar water, inzonderheid op de artikelen 8 en 9, gewijzigd bij decreet van 23 december 1993;

Gelet op het advies van de Watercommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Bestuur" : de "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu);

2° "Minister" : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Water behoort;

3° "zoet water" : van nature voorkomend water met een laag gehalte aan zouten, dat in vele gevallen aanvaard wordt als zijnde geschikt voor onttrekking en behandeling voor de bereiding van drinkwater;

4° "stikstofverbinding" : elke stikstof bevattende stof, met uitzondering van gasvormige moleculaire stikstof;

5° "vee" : alle voor gebruiks- of winstdoeleinden gehouden dieren;

6° "meststof" : elke één of meer stikstofverbindingen bevattende stof die op het land wordt gebruikt ter bevordering van de gewasgroei, met inbegrip van dierlijke mest, afval van visteeltbedrijven, slijk uit septische putten en analoge zuiveringssystemen, en zuiveringsslib;

7° "kunstmest" : elke met een industrieel proces vervaardigde meststof;

8° "dierlijke mest" : mest, aalt en gier;

a) mest : een vermenging van stalstro, urine en dierlijke uitwerpselen,

b) aalt : de zuivere uitwerpselen en urine,

c) Gger : uitsluitend urine, verdund of niet, of de eventuele afvloeiing van meststoffen;

9° "eutrofiëring" : een verrijking van het water door stikstofverbindingen, die leidt tot een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen met als gevolg een verstoring van het evenwicht tussen de verschillende in het water aanwezige organismen en een verslechtering van de waterkwaliteit;

10° "verontreiniging" : het direct of indirect lozen van stikstofverbindingen uit agrarische bronnen in het aquatisch milieu, ten gevolge waarvan de gezondheid van de mens in gevaar kan worden gebracht, de levende rijkdommen en het aquatisch ecosysteem kunnen worden geschaad, de mogelijkheden tot recreatie kunnen worden aangetast of een ander rechtmatig gebruik van het water kan worden gehinderd.

Art. 2. Dit besluit heeft tot doel :

1° de waterverontreiniging die wordt veroorzaakt of teweeggebracht door nitraten uit agrarische bronnen te verminderen;

2° verdere verontreiniging van dien aard te voorkomen.

HOOFDSTUK II. — *Kwetsbare zones*

Art. 3. Om het water tegen verontreiniging door nitraten te beschermen duidt de Minister op het grondgebied van het Waalse Gewest kwetsbare zones aan, die in uitvoering van artikel 4 worden bepaald.

De lijst van de kwetsbare zones wordt ten minste om de vier jaar opnieuw bezien, en desnoods herzien of aangevuld in functie van mogelijke veranderingen en van op het moment van de vorige aanduiding onvoorziene factoren.

Art. 4. De kwetsbare zones ter bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten worden met inachtneming van volgende criteria bepaald :

1° voor het in aanmerking komende zoet oppervlaktewater gaat het om de zones van het grondgebied die een verontreiniging van dit oppervlaktewater veroorzaken of tot de verontreiniging ervan bijdragen, wanneer dit zoet oppervlaktewater een hogere nitraatconcentratie dan 50 milligram per liter bevat, of dreigt te bevatten indien de maatregelen voorzien in artikelen 6 en 7 achterwege blijven;

2° voor het in aanmerking komende grondwater gaat het om de zones van het grondgebied die een verontreiniging van dit grondwater veroorzaken of tot de verontreiniging ervan bijdragen, wanneer dit grondwater een hogere nitraatconcentratie dan 50 milligram per liter bevat, of dreigt te bevatten indien de maatregelen voorzien in artikelen 6 en 7 achterwege blijven;

3° voor de in aanmerking komende natuurlijke zoetwatermeren en andere zoetwatermassa's gaat het om de zones van het grondgebied die een verontreiniging van deze natuurlijke zoetwatermeren en -massa's veroorzaken of tot de verontreiniging ervan bijdragen, wanneer deze natuurlijke zoetwatermeren en -massa's een eutrofiëring hebben ondergaan, of dreigen te ondergaan indien de maatregelen voorzien in artikelen 6 en 7 achterwege blijven.

Bij het toepassen van de onder het eerste lid vastgestelde criteria wordt tevens met volgende elementen rekening gehouden :

1° de fysische en milieukenmerken van het water en het land;

2° de huidige kennis van het gedrag van stikstofverbindingen in het milieu (water en bodem);

3° de huidige kennis van het effect van de maatregelen volgens artikelen 6 en 7.

HOOFDSTUK III. — *Code van goede landbouwpraktijken*

Art. 5. § 1. De in bijlage I vermelde Code van goede landbouwpraktijken dient tot de bescherming van alle grond- en oppervlaktewateren in het Waalse Gewest.

Om de uitvoering van deze Code te bevorderen organiseert de Minister een informatieprogramma en stuurt elke landbouwer een didactische brochure ter verklaring van deze Code toe, waarin de landbouwer wordt verzocht hem vrijwillig toe te passen.

§ 2. De Code verkrijgt pas bindende kracht nadat hij doel uitmaakt van een onder artikel 6 bedoeld actieprogramma.

HOOFDSTUK IV. — *Actieprogramma's*

Art. 6. Ten laatste op 19 december 1995 stelt de Minister de voor de kwetsbare zones toepasselijke actieprogramma's op, welke bindende kracht hebben.

In afwijking van artikel 5, § 2, behoren de in de Code van goede landbouwpraktijken bevatte maatregelen niet tot de actieprogramma's wanneer ze door de in artikel 7 bedoelde maatregelen worden vervangen.

Gedurende het jaar na de aanduiding van de nieuwe kwetsbare zones in uitvoering van artikel 3, tweede lid, stelt de Minister de voor deze nieuwe zones toepasselijke actieprogramma's op.

De actieprogramma's houden rekening met :

1° de beschikbare wetenschappelijke en technische gegevens hoofdzakelijk inzake de hoeveelheden stikstof uit agrarische bronnen, respectievelijk uit andere bronnen;

2° de milieuomstandigheden in het betrokken gebied.

De actieprogramma's worden binnen een termijn van vier jaar na hun opstelling uitgevoerd.

De actieprogramma's worden om de vier jaar opnieuw onderzocht en desnoods door de Minister herzien in functie van de bereikte resultaten.

Art. 7. De actieprogramma's nemen o.a. de bepalingen over vermeld in de Code van goede landbouwpraktijken bedoeld in artikel 5, en omvatten in het bijzonder voorschriften betreffende :

1° de periodes tijdens dewelke het op of in de bodem brengen van bepaalde meststoffen verboden is;

2° de capaciteit van de voor de opslag van dierlijke mest bestemde tanks; deze moet groter zijn dan de capaciteit die nodig is voor de opslag gedurende de langste periode van verbod van op of in de bodem brengen van meststoffen in de kwetsbare zone, behalve indien bewezen kan worden dat het volume dierlijke meststoffen dat de reële opslagcapaciteit overschrijdt op een voor het milieu onschadelijke wijze zal worden ontruimd.

3° de beperking van meststofverspreiding in overeenstemming met de Code van goede landbouwpraktijken, rekening houdend met de eigenschappen van de betrokken kwetsbare zone, namelijk :

- a) bodemgesteldheid, grondsoort en schuine van de hellingen;
- b) klimaatomstandigheden, neerslag en irrigatie;
- c) bodemgebruik en landbouwpraktijken, waaronder vruchtwisselingsystemen; en gebaseerd op een balans tussen :

1) de te verwachten stikstofbehoeften van de gewassen,

en

2) de stikstoftoevoer naar de gewassen uit de bodem en uit bemesting die overeenkomt met :

— de hoeveelheid stikstof die in de bodem aanwezig is op het moment dat het gewas begint deze stikstof in belangrijke mate te gebruiken (overblijvende hoeveelheden aan het einde van de winter);

— de stikstoftoevoer door de nettomineralisatie van de voorraden organische stikstof in de bodem;

— de toevoeging van stikstofverbindingen uit dierlijke mest;

— de toevoeging van stikstofverbindingen uit kunstmest en andere meststoffen.

Deze maatregelen waarborgen dat de elk jaar op of in de bodem gebrachte hoeveelheid dierlijke mest, met inbegrip van die welke door de dieren zelf wordt opgebracht, voor elk landbouw- of veehouderijbedrijf de hoeveelheid van 170 kilogram stikstof per hectare niet overschrijdt. Voor het eerste vierjaarlijkse actieprogramma mag nochtans een hoeveelheid dierlijke mest van maximaal 210 kilogram stikstof worden toegestaan.

In afwijking van het tweede lid mag de Minister, tijdens het eerste vierjaarlijkse actieprogramma of na afloop ervan, andere hoeveelheden bepalen dan degene die onder het tweede lid vermeld staan. Deze hoeveelheden moeten zodanig worden vastgesteld dat geen afbreuk wordt gedaan aan het bereiken van de in artikel 2 genoemde doelstellingen, en zij moeten worden gemotiveerd aan de hand van objectieve criteria, bijvoorbeeld :

1° lange groeiperiodes;

2° gewassen met hoge stikstofopname;

3° hoge nettoneerslag in de kwetsbare zone;

4° bodems met een uitzonderlijk hoog denitrificatievermogen.

De in het eerste, tweede en derde lid hierboven vermelde hoeveelheden kunnen in functie van het aantal dieren volgens de in bijlage II van dit besluit opgenomen tabel ter aanduiding van de stikstofproductie per dieren categorie worden berekend.

Indien al aanstonds of in het licht van de bij de uitvoering van de actieprogramma's opgedane ervaring duidelijk wordt dat de erin opgenomen maatregelen niet toereikend zijn om de in artikel 2 genoemde doelstellingen te bereiken, treft de Minister alle maatregelen of versterkte schikkingen die hij noodzakelijk acht. Bij het besluiten van deze maatregelen of schikkingen wordt rekening gehouden met de doeltreffendheid en de kosten ervan ten opzichte van die van eventuele andere denkbare preventieve maatregelen.

HOOFDSTUK V. — Toezicht

Art. 8. Om de kwetsbare zones te bepalen, de ervan opgestelde lijst te herzien en de doeltreffendheid van de actieprogramma's te beoordelen, wordt door het Bestuur een algemeen toezicht van het nitraatgehalte van de wateren als volgt op touw gezet :

1° het Bestuur zet een controlenet van de nitraten in het zoet oppervlaktewater en het grondwater op. De gegevens van dit controlenet worden met de door de waterproducenten meegedeelde inlichtingen aangevuld;

2° de uitbaters van winningen van tot drinkbaar water verwerkbaar grondwater voeren, volgens de in de tabel van bijlage III voorziene frequentie, analyses uit van monsters, die voor het ruwe water representatief zijn. Deze analyses hebben betrekking op volgende parameters : ammoniumstikstof, nitrieten en nitraten (resultaten respectievelijk uitgedrukt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter). De uitbaters delen de resultaten van hun analyses tenminste om de vier maanden aan het Bestuur mede;

3° de uitbaters van winningen van tot drinkbaar water verwerkbaar oppervlaktewater voeren, volgens de in bijlage III voorziene frequentie, analyses uit van monsters, die voor het ruwe water op de plaats van de monsterneming representatief zijn. Deze analyses hebben betrekking op volgende parameters : ammoniumstikstof, nitrieten en nitraten (resultaten respectievelijk uitgedrukt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter). De uitbaters delen de resultaten van hun analyses tenminste om de vier maanden aan het Bestuur mede.

Art. 9. De stikstofverbindingen in kunstmeststoffen worden gemeten volgens de methode beschreven in Richtlijn 77/535/EEG over de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake de bemonsterings- en analysemethoden voor meststoffen, zoals gewijzigd bij Richtlijn 89/519/EEG.

De nitraatconcentraties in zoet water worden gemeten door spectrofotometrie van de moleculaire opname of door enige andere meetmethode die door het Bestuur wordt toegestaan en gelijkwaardige resultaten oplevert.

HOOFDSTUK VI. — Stobepalingen

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage I

CODE VAN GOEDE LANDBOUWPRAKTIJKEN

1. Inleiding.

Eén van de maatregelen, die de Lid-Staten van de EEG (91/676/EEG - 12 december 1991) worden opgelegd door de Richtlijn inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, is het opstellen van een "Code van goede landbouwpraktijken". De toepassing ervan zal in de "kwetsbare zones", waarvoor actieprogramma's ten laatste op 19 december 1995 moeten bestaan, verplicht zijn.

Deze Code omvat verschillende voorschriften die de modaliteiten bepalen met betrekking tot het op of in de bodem brengen, het opslaan en het doseren van meststoffen met het oog op een vermindering van de waterverontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. Hij vult de op dit gebied bestaande regelingen aan, o.a. het besluit van de Waalse Gewestexecutieve d.d. 4 juli 1991 over de regels van het op of in de bodem brengen van dierlijke mest.

2. Op te volgen regels.

2.1. Voorwaarde voor het opbrengen op een met sneeuw bedekte bodem.

* Het opbrengen van meststoffen op een met sneeuw bedekte bodem is verboden.

2.2. Maatregelen ter vermijding van waterverontreiniging bij de opslag van dierlijke mest en plantaardige stoffen.

* In hoederijen moet de mestopslag op een waterdicht oppervlak gebeuren. De afvloeiing moet worden opgevangen.

* In de velden moet men bij de opslag van mest ervoor zorgen dat er geen afvloeiing voorkomt; een eventuele afvloeiing moet in ieder geval worden opgevangen.

* De opslag van plantaardige stoffen door inkuiling moet met genoeg droge materie gebeuren om elke afvloeiing te vermijden.

Er moeten alle voorzorgen worden genomen om elke eventuele afvloeiing op te nemen.

* De aalten, gieren en het afvloeisel worden in waterdichte tanks zonder overloop opgeslagen, zodanig dat er geen lozing kan plaatsvinden.

* De capaciteit van de waterdichte tanks is tenminste vier opslagmaanden voor vloeibare meststoffen.

Deze minimale capaciteit berust op de gegevens van onderstaande tabel :

Gemiddeld productievolume van vloeibare meststoffen voor een viermaandelijkse periode

Categorie	Roosters en tralies Aalt	Gekluisterde stalhouding Mest	Vrije stalhouding met halve strobedekking Aalt
	m ³ /per dier/4 maanden		
Melkkoeien	6,0	1,2	3,5
Zoogkoeien (gemiddeld gewicht 650 kg)	5,0	1,0	2,9
Afgedankte koeien	5,0	1,0	2,9
Runderen - 1 jaar (gemiddeld gewicht 125 kg)	1,2	0,25	0,7
Runderen 1-2 jaar (gemiddeld gewicht 325 kg)	3,0	0,6	1,8
Runderen + 2 jaar	5,0	1,0	2,9
Stierkalveren 6-12 maanden	2,4	0,5	1,5
Stierkalveren + 1 jaar (gemiddeld gewicht 500 kg)	4,8	1,0	2,8

	Roosters	Stro met opvangen van de urine
Mestvarkens	0,5	0,2
Zeugen in productie	2,1	0,7

m³/per 1 000 dieren/4 maanden

Legkippen	20 — 25
Kippen en kippetjes	20 — 25
Ganzen, kalkoenen	30
Parelhoenders, cenden	20 — 25

2.3. De wijzen van opbrengen van meststoffen; hoeveelheid en gelijkvormigheid.

2.3.1. Hoeveelheid.

* Het op of in de bodem brengen van meststoffen wordt alleen toegelaten om de fysiologische behoeften van de gewassen te dekken.

Te dien einde zijn de behoeften van elk gewas volgens de aanwijzingen in onderstaande tabellen in acht te nemen :

Maximale stikstofhoudende bodembemesting volgens het type bebouwde gewassen

Gewas	Zonder toevoer van dierlijke mest of stikstof onder organische vorm	
	Stikstof onder minerale vorm (kg per ha/jaar)	
Bieten	180	
Maïs	180	
Koolzaad	225	
Aardappels	225	
Wintertarwe	170	
Lentegraangewassen	100	
Wintergerst	170	
Cichorei	30	
Vlas	60	
Bonen	50	
Erwten	30	
Spontaan braakland	0	

Met toevoer van dierlijk mest

Gewas	Stikstof onder organische vorm (kg per ha/jaar)		Stikstof onder minerale vorm (kg per ha/jaar)	
	Bieten	210		120
Maïs	210		120	
Koolzaad	185		145	
Aardappels	185		145	
Wintertarwe			150	
Lentegraangewassen			80	
Wintergerst			160	
Cichorei			0	
Vlas			50	
Bonen			40	
Erwten			0	
Spontaan braakland			0	

Wanneer er productie van mest is, kan men een jaarlijkse toevoer van 12 tot 13 t per ha en per jaar als normaal beschouwen. Deze toevoer van mest gebeurt meestal in één keer in het begin van de wisselcyclus, d.w.z. in het geheel ca. 40 t voor een driejarige wisseling, wat in geval van verspreiding van mest met een gemiddelde toevoer van 200-210 kg/ha/3 jaar organische stikstof overeenstemt.

Dezelfde hoeveelheid stikstof kan ook met 45 t runderaalt, 35 t varkenslaot ofwel 22 t aalt van pluimvee worden bereikt.

Maximale stikstofhoudende bodembemesting op maai- of grasweide.

In weiden wordt de toevoer van een hoeveelheid dierlijke meststof overeenstemmend met ca. 200 kg/ha stikstof gevolgd door meerdere over de tijd verspreide opbrengbeurten van 40 tot 50 kg/ha minerale meststoffen, waarbij men een totale hoeveelheid van 350 kg/ha/jaar niet mag overschrijden.

2.3.2 Gelijkvormige verspreiding.

* De bouw- en regeleigenschappen van het opbrengmateriaal en de staat waarin het verkeert moeten een regelmatige verspreiding van de meststoffen verzekeren.

Het opbrengmateriaal verkeert in goede functietoestand, en wordt slechts onder strenge inachtneming van de door de constructeur toegestane hoeveelheden en opbrengbreedten gebruikt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage II

TABEL TER AANDUIDING
VAN DE STIKSTOFPRODUCTIE IN DIERLIJKE MESTSTOF PER DIERENCATEGORIE

Dierencategorie	(kg N/kop/jaar)
Runderen	
Melkkoeien	99,00
Zoogkoeien	73,00
Afgedankte koeien	73,00
Runderen (0 tot 1 jaar)	14,00
Runderen (1 tot 2 jaar)	37,00
Runderen (boven 2 jaar)	73,00
Stierkalveren (6-12 maanden)	28,00
Stierkalveren (boven 1 jaar)	56,00
Varkens	
Mestvarkens	11,60
Zeugen in productie	32,40
Pluimvee	
Legkippen	0,56
Kippen en kippetjes	0,24
Vleeskippen	0,43
Reproductiehanen	0,43
Eenden, ganzen, kalkoenen	0,81
Parelhoenders	0,51
Schape en geiten	
Jonger dan 1 jaar	13,20
Ouder dan 1 jaar	26,40
Konijnen	
Voedsters	3,60
Paarden	63,00

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage III

TABEL TER AANDUIDING VAN DE ANALYSEFREQUENTIE VAN NITRATEN, NITRIETEN EN
AMMONIUMSTIKSTOF OP DE PLAATSEN VAN MONSTERNEMING DIE TOT HET CONTROLENET IN
UITVOERING VAN ARTIKEL 8, 2° EN 3° BEHOREN

Geproduceerd watervolume in duizenden m ³ /dag	Aantal monsternameingen/jaar
minder dan 1.	3
1 tot 2	3
2 tot 10	6
10 tot 20	12
20 tot 30	18
30 tot 60	36
60 tot 100	60
meer dan 100	120

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN